Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I Anno 108° — Numero 136

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Giovedì, 1° giugno 1967 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 8508

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

REGIONI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 aprile 1967, n. 326.

Adesione alla Convenzione sui diritti politici della donna, adottata a New York il 31 marzo 1953, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione sui diritti politici della donna, adottata a New York il 31 marzo 1953.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione indicata nell'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo VI della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 aprile 1967

SARAGAT

MORO — FANFANI — TAVIANI — REALE

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Convenzione sui diritti politici della donna
New York, 31 marzo 1953

CONVENTION SUR LES DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

Les Parties contractantes;

Souhaitant mettre en œuvre le principe de l'égalité des droits des hommes et des femmes contenu dans la Charte des Nations Unies;

Reconnaissant que toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays, et désirant accorder aux hommes et aux femmes l'égalité dans la jouissance et l'exercice des droits politiques, conformément à la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

Ayant décidé de conclure une convention à cette fin,

Sont convenues des dispositions suivantes:

Article 1

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit de vote dans toutes les élections, sans aucune discrimination.

Article II

Les femmes seront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, éligibles à tous les organismes publiquement élus, constitués en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

Article III

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité, le même droit que les hommes d'occuper tous les postes pubblics et d'exercer toutes les fonctions publiques établis en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

Article IV

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de tout autre Etat auquel l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

2. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats visés au paragraphe premier de l'article IV.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VI

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui la ratifieront ou y adhéreront après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article VII

Si, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, un Etat formule une réserve à l'un des articles de la présente Convention, le Secrétaire général communiquera le texte de la réserve à tous les Etats qui sont ou qui peuvent devenir parties à cette Convention. Tout Etat qui n'accepte pas ladite réserve peut, dans le délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de cette communication (ou à la date à laquelle il devient partie à la Convention), notifier au Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve. Dans ce cas, la Convention n'entrera pas en vigueur entre ledit Etat et l'Etat qui formule la réserve.

Article VIII

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle aura pris effet la dénonciation qui ramènera à moins de six le nombre des Parties.

Article IX

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociations sera porté, à la requête de l'une des Parties du différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet, à moins que les Parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement.

Article X

Seront notifiés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à tous les Etats Membres et aux Etats non membres visés au paragraphe premier de l'article IV de la présente Convention:

a) Les signatures apposées et les instruments de ratification reçus conformément à l'article IV;

b) Les instruments d'adhésion reçus conformément à l'article V;

c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article VI;

d) Les communications et notifications reçues conformément à l'article VII;

e) Les notifications de dénonciation reçues conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'article VIII;

f) L'extinction résultant de l'application du paragraphe 2 de l'article VIII.

Article XI

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, sera déposée aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en fera parvenir une copie certifiée conforme à tous les Etats Membres et aux Etats non membres visés au paragraphe premier de l'article IV.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New York, le trente et un mars mil neuf cent cinquante-trois.

Pour l'Afghanistan:

Pour l'Argentine (con reservas al artículo IX):
RODOLFO MUÑOZ

Pour l'Australie:

Pour le Royame de Belgique:

Pour la Bolivie (9 de abril de 1953):
CARMEN S. B. DE LOZADA

Pour le Brésil:

Pour l'Union Birmane:

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie (avec les réserves au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le Protocole établi lors de la signature de la présente Convention):
K. V. KISSELYOV

Ces réserves sont conçues comme suit:

« *En ce qui concerne l'article VII*: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

« *En ce qui concerne l'article IX*: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend ».

Pour le Canada:

Pour le Chili:
RUDECINDO ORTEGA
GABRIELA MISTRAL

Pour la Chine:

Pour la Colombie:

Pour le Costa-Rica:
TATTENBACH

Pour Cuba:
Dr. EMILIO NÚÑEZ PORTUONDO

Pour la Tchécoslovaquie (sous les réserves aux articles VII et IX consignées au procès-verbal de signature):
J. NOSEK

Ces réserves sont conçues comme suit:

« Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres cosignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

« Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque ne se considère pas lié par les stipulations de l'artiche IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la decision de la Cour internationale de Justice nécessite, chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend ».

Pour le Danemark:

Pour la République Dominicaine:
JOAQUÍN E. SALAZAR
MINERVA BERNARDINO

Pour l'Equateur:
JOSÉ V. TRUJILLO

El Gobierno del Ecuador suscribe la presente Convención con la reserva de la parte final del Artículo Primero, « sin distinción alguna », por cuanto la Constitución Política de la República en su artículo veintidós establece que « el voto para las elecciones populares es obligatorio para el varón y facultativo para la mujer ».

Pour l'Egypte:

Pour le Salvador:

Pour l'Ethiopie:
ATO ZAWDE GABRE HEYWOT

Pour la France (sous la réserve consignée au procès-verbal de signature):
M. H. LEFAUCHEUX

Cette réserve est conçue comme suit:

« Le Gouvernement français, eu égard aux coutumes et traditions religieuses existant dans certains territoires, se réserve la faculté de différer l'exécution de la présente Convention en ce qui concerne les femmes résidant dans ces territoires et qui se réclament desdites coutumes et traditions ».

Pour la Grèce (1 avril 1953):
ALEXIS KYROU

Pour le Guatemala:
EDUARDO CASTILLO ARRIOLA

Con reservas respecto al artículo IX de la Convención y que ésta tendrá vigencia respecto a la mujer ciudadana guatemalteca, de conformidad con la Constitución Política Nacional.

Pour Haïti:

Pour le Honduras:

Pour l'Islande:

Pour l'Inde (29th April 1953):
RAJESHWAR DAYAL

With the following reservation:

« Article 3 of the Convention shall have no application as regards recruitment to, and conditions of service in any of the Armed Forces of India or the Forces charged with the maintenance of public order in India ».

Pour l'Indonésie:
L. N. PALAR

Pour l'Iran:

Pour l'Irak:

Pour Israël (April 14, 1953):
ABBA EBAN

Pour le Liban:

Pour le Libéria:

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Pour le Mexique (con la salvedad expresada en la declaración entregada hoy):
RAFAEL DE LA COLINA

Declaración:

« Queda expresamente entendido que el Gobierno de México no depositará el Instrumento de su Ratificación en tanto no haya entrado en vigor la reforma a la Constitución Política de los Estados Mexicanos que se encuentra actualmente en trámite y que tiene por objeto conceder los derechos de ciudadanìa a la mujer mexicana ».

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Pour la Nouvelle-Zélande:

Pour le Nicaragua:

Pour le Royaume de Norvège:

Pour le Pakistan:

Pour le Panama:

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:

Pour la Suède:

Pour la Syrie:

Pour la Thaïlande:

Pour la Turquie:

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine (avec les réserves au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le Protocole spécial établi lors de la signature de la présente Convention):
A. M. BARANOVSKI

Ces réserves sont conçues comme suit:

« *En ce qui concerne l'article VII*: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

« *En ce qui concerne l'article IX*: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'applicattion de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour, internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend ».

Pour l'Union Sud-Africaine:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (avec les réserves au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le Protocole établi lors de la signature de la présente Convention):
V. A. ZORINE

Ces réserves sont conçues comme suit:

« *En ce qui concerne l'article VII*: Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en viguéur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

« *En ce qui concerne l'article IX*: Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend ».

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour l'Uruguay:

Pour la République des Philippines:

Pour la Pologne (sous les réserves relatives aux articles VII et IX formulées dans le procès-verbal spécial établi lors de la signature de la présente Convention).
H. BIRECKI

Ces réserves sont conçues comme suit:

« Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres cosignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

« Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne se ne considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, chaque fois, l'accord de toutes les parties au diffrend ».

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour le Vénézuéla:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:
LEO MATES

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1967, n. **327**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della Parrocchia di S. Giacomo Maggiore, con quella di S. Lorenzo Martire, nel comune di Villa Minozzo (Reggio Emilia).

N. 327. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Reggio Emilia in data 1° luglio 1966, relativo alla unione temporanea « æque principalis » della Parrocchia di S. Giacomo Maggiore, in frazione Novellano del comune di Villa Minozzo (Reggio Emilia), con quella di S. Lorenzo Martire, in frazione Morsiano dello stesso Comune.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *foglio n.* 48. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1967, n. **328**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della Parrocchia di S. Pietro Apostolo con la Parrocchia della SS. Trinità, nel comune di Tolmezzo (Udine).

N. 328. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Udine in data 25 luglio 1966, relativo alla unione perpetua « æque principalis » della Parrocchia di S. Pietro Apostolo, in frazione Fusea del comune di Tolmezzo (Udine), con la Parrocchia della SS. Trinità, in frazione Cazzaso dello stesso Comune.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *foglio n.* 49. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1967, n. 329.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia di S. Rosalia Vergine, in Mazara del Vallo (Trapani).

N. 329. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Mazara del Vallo in data 3 maggio 1966, integrato con due dichiarazioni del 16 successivo, relativo alla erezione della Parrocchia di S. Rosalia Vergine, in Mazara del Vallo (Trapani).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *folio n.* 47. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1967, n. **330**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia di S. Ciro, nel comune di Bari.

N. 330. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Bari in data 1° novembre 1963, integrato con dichiarazioni del 24 giugno 1965 e 8 ottobre 1966, relativo alla erezione della Parrocchia di S. Ciro, in rione « Mungivacca » del comune di Bari, ed alla istituzione di un beneficio coadiutoriale nella Parrocchia stessa.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *foglio n.* 50. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1967, n. **331**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia del Sacro Cuore di Gesù, nel comune di Salsomaggiore Terme (Parma).

N. 331. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Fidenza in data 26 dicembre 1964, integrato con dichiarazione del 14 maggio 1966, relativo alla erezione della Parrocchia del Sacro Cuore di Gesù, in frazione Tabiano Terme del comune di Salsomaggiore Terme (Parma).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *foglio n.* 51. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1967.

Nomina di componenti del Consiglio dell'Ordine « Al merito della Repubblica Italiana ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 3 marzo 1951, n. 178;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 15 ottobre 1952, col quale il dott. Giovanni Moruzzi venne nominato componente del Consiglio dell'Ordine « Al merito della Repubblica Italiana »;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 aprile 1959, col quale l'on. avv. Achille Marazza venne chiamato a far parte del cennato Consiglio;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Il dott. Alberto Piccolomini e l'avv. Lorenzo Chieppa sono nominati componenti del Consiglio dell'Ordine « Al merito della Repubblica Italiana » in sostituzione dell'on. avv. Achille Marazza e del dott. Giovanni Moruzzi, deceduti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 27 aprile 1967

SARAGAT

MORO

(5642)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 8 maggio 1967.

Modifica del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 14 marzo 1963 concernente la costituzione del Comitato centrale per la predisposizione del programma decennale di costruzione di case per lavoratori.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Vista la legge 14 febbraio 1963, n. 60, concernente la liquidazione del patrimonio edilizio della Gestione INA-Casa e l'istituzione di un programma decennale di costruzione di case per lavoratori;

Visto il proprio decreto in data 14 marzo 1963, relativo alla costituzione del Comitato centrale per la predisposizione del programma decennale di costruzione di case per lavoratori previsto dall'art. 13 della legge precitata;

Vista la decisione n. 684 del 29 ottobre 1965, con la quale il Consiglio di Stato, Sezione IV ha annullato il decreto sopraindicato limitatamente al punto concernente la nomina dei componenti il Comitato in rappresentanza dei lavoratori, salvi gli ulteriori provvedimenti dell'Amministrazione;

Ritenuto indispensabile, ai fini della ricostituzione parziale del Comitato centrale per la predisposizione del programma decennale di costruzione di case per lavoratori, rinnovare l'indagine per la determinazione aggiornata della effettiva rappresentatività delle organizzazioni sindacali dei lavoratori interessate alla ricostituzione medesima;

Visti i nuovi dati e le notizie acquisiti al riguardo dall'Amministrazione e valutati gli elementi che concorrono a determinare il giudizio sulla rappresentatività delle singole Organizzazioni sindacali dei lavoratori a carattere nazionale maggiormente rappresentative;

Considerato il conseguente riparto di detta rappresentanza di categoria tra le Organizzazioni giudicate più rappresentative;

Viste le designazioni all'uopo effettuate dalle Organizzazioni sindacali dei lavoratori interessate;

Sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale di concerto con il Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

L'art. 2 del decreto 14 marzo 1963, concernente la costituzione del Comitato centrale per la predisposizione del programma decennale di costruzione di case per lavoratori è modificato come segue per la parte concernente i membri in rappresentanza dei lavoratori:

Ravizza Stelvio, membro effettivo;
Messere Alfredo, membro supplente;
Tealdi rag. Filippo, membro effettivo ;
Tarquinio Antonio, membro supplente;
Sala avv. Paolo, membro effettivo;
Carignani dott. Millo, membro supplente;
Colzi Giorgio, membro effettivo;
Lucini Franco, membro supplente;
De Blasio Giuseppe, membro effettivo;
Picone Francesco, membro supplente;
Zaccagnini dott. Mario, membro effettivo;
Poletti Aldo, membro supplente;
Rufino dott. Luciano, membro effettivo;
Novaretti dott. Franco, membro supplente;
Ciancamerla Ettore, membro effettivo;
Sanesi Tommaso, membro supplente;

in rappresentanza dei lavoratori;

Ciabattini avv. Raffaele, membro effettivo;
Materozzi dott. Mario, membro supplente;

in rappresentanza dirigenti di azienda.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 maggio 1967

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
MORO

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
BOSCO

Il Ministro per i lavori pubblici
MANCINI

(5539)

DECRETO MINISTERIALE 26 aprile 1967.

Composizione del Comitato di cui alla legge 28 febbraio 1967, n. 131, relativa all'assicurazione e al finanziamento dei crediti all'esportazione.

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI
IL MINISTRO PER IL TESORO
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visti gli articoli 24 e 33 della legge 28 febbraio 1967, n. 131, recante disposizioni sull'assicurazione e sul finanziamento dei crediti inerenti alle esportazioni di merci e servizi, all'esecuzione di lavori all'estero nonchè all'assistenza ai Paesi in via di sviluppo;

Viste le designazioni fatte dai Ministeri ed Enti interessati, in base al ripetuto art. 24 della legge 28 febbraio 1967, n. 131;

Decreta:

Il Comitato che sovraintende alla gestione, tenuta, per conto dello Stato, dall'Istituto Nazionale delle Assi-

curazioni, sull'assicurazione dei crediti inerenti alle esportazioni di merci e servizi, all'esecuzione di lavori all'estero nonchè all'assistenza ai Paesi in via di sviluppo è così composto:

Stammati prof. Gaetano, direttore generale del Tesoro - Ministero del tesoro, presidente;

De Paolis dott. Giovanni, direttore generale delle valute - Ministero del commercio con l'estero, vicepresidente;

Soro Ministro plenipotenziario Giovanni Vincenzo, direttore generale degli affari economici, quale membro effettivo, e Spinelli dott. Filippo, consigliere d'Ambasciata, quale membro sostituto, in rappresentanza del Ministero degli affari esteri;

De Vescovi dott. Simone, direttore di sezione, quale membro effettivo, e Donadi dott.ssa Renata, direttore di sezione, quale membro sostituto, in rappresentanza del Ministero del bilancio;

Galano dott. Raffaele, ispettore generale, quale membro effettivo, e Diaco dott. Luigi, direttore di divisione, quale membro sostituto, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato del Ministero del tesoro;

Brancatisano dott. Domenico, ispettore generale, quale membro effettivo, e Baeli dott. Salvatore, ispettore generale, quale membro sostituto, in rappresentanza della Direzione generale del tesoro del Ministero del tesoro;

Taraglio dott. Ferdinando, direttore di divisione, quale membro effettivo, e Cerallo dott. Mario, direttore di divisione, quale membro sostituto, in rappresentanza della Direzione generale della produzione industriale del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato;

Angela dott. Gaetano, ispettore generale, quale membro effettivo, e Ghisu dott. Gualtiero, ispettore generale, quale membro sostituto, in rappresentanza dell'Ispettorato delle assicurazioni private del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato;

Ferlesch dott. Giuseppe, direttore generale degli accordi commerciali, quale membro effettivo, e Parboni dott. Sergio, ispettore generale, quale membro sostituto, in rappresentanza della Direzione generale degli accordi commerciali del Ministero del commercio con l'estero;

Gagliardi dott. Domenico, direttore di divisione, quale membro effettivo, e Petrella dott. Pasquale, consigliere di 1ª classe, quale membro sostituto, in rappresentanza della Direzione generale per le valute del Ministero del commercio con l'estero;

Fracassi dott. Armando, ispettore generale, quale membro effettivo e Marasco dott. Enrico, ispettore generale, quale membro sostituto, in rappresentanza della Direzione generale per lo sviluppo degli scambi del Ministero del commercio con l'estero;

Guidi dott. Mario, direttore generale, quale membro effettivo, e Lauriti dott. Silvio, ispettore generale, quale membro sostituto, in rappresentanza del Ministero delle partecipazioni statali;

Colizza dott. Domenico, presidente di sezione onorario, membro effettivo, e De Stefano prof. Antonino, consigliere, membro sostituto, in rappresentanza della Corte dei conti;

Vernucci dott. Alfredo, direttore, membro effettivo, e Pezzarossa dott. Emanuele, condirettore, membro sostituto, in rappresentanza dell'Ufficio italiano dei cambi;

Donati prof. Antigono, presidente, membro effettivo, e Scala dott. Giuseppe, direttore generale, membro sostituto, in rappresentanza dell'Istituto nazionale per il commercio estero;

Silvestri avv. Tommaso, ispettore generale, membro effettivo, e Brachetti dott. Walter, ispettore superiore, membro sostituto, in rappresentanza dell'Istituto nazionale delle assicurazioni;

Marzocchi dott. Gastone, direttore generale, membro effettivo, e Figliola Baldieri dott. Giacomo, direttore del servizio crediti all'esportazione, membro sostituto, in rappresentanza del Mediocredito centrale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 26 aprile 1967

Il Ministro per il commercio estero
TOLLOY

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

Il Ministro per il tesoro
COLOMBO

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
ANDREOTTI

(5717)

DECRETO MINISTERIALE 12 maggio 1967.

Riconoscimento a due Enti dell'idoneità a svolgere il corso di addestramento all'impiego del radar richiesto per il conseguimento del titolo di aspirante capitano di lungo corso.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visto l'art. 123 del Codice della navigazione, approvato con regio decreto 27 marzo 1942, n. 327;

Visto l'art. 250 del regolamento per l'esecuzione del Codice della navigazione (navigazione marittima) approvato con decreto del Presidente della Repubblica 18 febbraio 1952, n. 328, e successive modificazioni;

Decreta:

Sono riconosciuti idonei a svolgere il corso di addestramento all'impiego del radar richiesto per il conseguimento del titolo di aspirante capitano di lungo corso l'Ente gestione Istituto osservatori radar « Guglielmo Marconi » di Genova e l'Istituto per osservatori radar « Antonio Forni » gestito dal Consorzio provinciale per l'istruzione tecnica di La Spezia.

Roma, addì 12 maggio 1967

Il Ministro: NATALI

(5711)

DECRETO MINISTERIALE 18 maggio 1967.

Trasferimento all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica dell'impresa idroelettrica di Marcellinara, con sede in Marcellinara (Catanzaro).

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Vista la legge 6 dicembre 1962, n. 1643, relativa alla istituzione dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica e trasferimento ad esso delle imprese esercenti le industrie elettriche;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36, recante norme relative ai trasferimenti all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica delle imprese esercenti le industrie elettriche;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 25 febbraio 1963, n. 138, recante norme relative agli indennizzi da corrispondere alle imprese assoggettate a trasferimento all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 maggio 1963, n. 729, recante norme relative all'obbligo di comunicazione dei dati concernenti le attività elettriche e al trasferimento delle imprese di cui al n. 8 dell'art. 4 della legge 6 dicembre 1962, n. 1643;

Vista la legge 27 giugno 1964, n. 452, sul rinnovo di delega al Governo per la emanazione di norme relative all'organizzazione e al trattamento tributario dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica, e norme integrative della legge 6 dicembre 1962, n. 1643;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 342, recante norme integrative della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, e norme relative al coordinamento e all'esercizio delle attività elettriche esercitate da enti ed imprese diversi dall'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica;

Visto il provvedimento ministeriale n. 687675 del 7 marzo 1964 con il quale è stata riconosciuta la sussistenza delle condizioni di esonero dal trasferimento all'Enel ai sensi del n. 8 dell'art. 4 della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, nei confronti dell'impresa idroelettrica di Marcellinara, con sede in Marcellinara (Catanzaro);

Visti i dati relativi all'attività elettrica esplicata dall'impresa suddetta negli anni 1965 e 1966, convalidati dall'Ufficio tecnico delle imposte di fabbricazione di Catanzaro, e comunicati dall'impresa medesima ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 22 maggio 1963, n. 729, modificato dall'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 342;

Considerato che l'impresa suddetta negli anni 1965 e 1966 ha distribuito energia elettrica acquistata da terzi e che tali acquisti risultano dovuti a motivi non occasionali e ricorrenti;

Considerato pertanto che occorre provvedere al trasferimento dell'impresa anzidetta a norma dell'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 342;

Ritenuto che l'impresa idroelettrica di Marcellinara, con sede in Marcellinara (Catanzaro), rientra tra le imprese previste dall'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36;

Decreta:

Art. 1.

L'impresa idroelettrica di Marcellinara, con sede in Marcellinara (Catanzaro), è trasferita all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica con gli effetti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36.

La consegna dei beni all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica è effettuata secondo le disposizioni del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36.

Art. 2.

L'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica provvede alla restituzione alla impresa idroelettrica di Marcellinara, con sede in Marcellinara (Catanzaro), dei beni eventualmente non ritenuti, secondo le disposizioni contenute nell'art. 4 della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, e dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36.

Art. 3.

L'indennizzo è determinato e corrisposto dall'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica secondo le disposizioni della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, e del decreto del Presidente della Repubblica 25 febbraio 1963, numero 138.

Art. 4.

Il presente decreto ha effetto dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 maggio 1967

Il Ministro: ANDREOTTI

(5534)

DECRETO MINISTERIALE 18 maggio 1967.

Trasferimento all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica dell'impresa della Società per azioni Elettrica del Tul (S.E.T.), con sede in Venezia.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Vista la legge 6 dicembre 1962, n. 1643, relativa alla istituzione dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica e trasferimento ad esso delle imprese esercenti le industrie elettriche;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36, recante norme relative ai trasferimenti all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica delle imprese esercenti le industrie elettriche;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 25 febbraio 1963, n. 138, recante norme relative agli indennizzi da corrispondere alle imprese assoggettate a trasferimento all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 maggio 1963, n. 729, recante norme relative all'obbligo di comunicazione dei dati concernenti le attività elettriche e al trasferimento delle imprese di cui al n. 8 dell'art. 4 della legge 6 dicembre 1962, n. 1643;

Vista la legge 27 giugno 1964, n. 452, sul rinnovo di delega al Governo per la emanazione di norme relative all'organizzazione e al trattamento tributario dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica, e norme integrative della legge 6 dicembre 1962, n. 1643;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 342, recante norme integrative della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, e norme relative al coordinamento e all'esercizio delle attività elettriche esercitate da enti ed imprese diversi dall'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica;

Visto il provvedimento ministeriale n. 695825 del 13 ottobre 1964, con il quale è stata riconosciuta la sussi-

stenza delle condizioni di esonero dal trasferimento all'Enel ai sensi del n. 8 dell'art. 4 della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, nei confronti dell'impresa esercitata dalla Società per azioni Elettrica del Tul (S.E.T.), con sede in Venezia, Cannaregio 5242;

Visti i dati relativi all'attività elettrica esplicata dall'impresa suddetta negli anni 1965 e 1966, convalidati dall'Ufficio tecnico delle imposte di fabbricazione di Udine, e comunicati dall'impresa medesima ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 22 maggio 1963, n. 729, modificato dall'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 342;

Considerato che l'impresa suddetta negli anni 1965 e 1966 ha distribuito energia elettrica acquistata da terzi e che tali acquisti risultano dovuti a motivi non occasionali e ricorrenti;

Considerato pertanto che occorre provvedere al trasferimento dell'impresa anzidetta a norma dell'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 342;

Ritenuto che l'impresa appartenente alla Società per azioni Elettrica del Tul (S.E.T.), con sede in Venezia, Cannaregio 5242, rientra tra le imprese previste dall'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36;

Decreta:

Art. 1.

L'impresa della Società per azioni Elettrica del Tul (S.E.T.), con sede in Venezia, Cannaregio 5242, è trasferita all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica con gli effetti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36.

La consegna dei beni all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica è effettuata secondo le disposizioni del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36.

Art. 2.

L'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica provvede alla restituzione alla Società per azioni Elettrica del Tul (S.E.T.), con sede in Venezia, Cannaregio 5242, dei beni eventualmente non ritenuti, secondo le disposizioni contenute nell'art. 4 della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, e dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36.

Art. 3.

L'indennizzo è determinato e corrisposto dall'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica secondo le disposizioni della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, e del decreto del Presidente della Repubblica 25 febbraio 1963, numero 138.

Art. 4.

Il presente decreto ha effetto dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 maggio 1967

Il Ministro: ANDREOTTI

(5533)

DECRETO MINISTERIALE 23 maggio 1967.

Autorizzazione alla Banca popolare cooperativa di Massa Marittima, ora Banca popolare della Maremma, con sede in Massa Marittima (Grosseto), ad estendere le operazioni di credito agrario di esercizio nel territorio del comune di Scansano (Grosseto).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito, con modificazioni, nella legge 5 luglio 1928, numero 1760, e le successive modificazioni, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visti i propri decreti 17 gennaio 1950, 24 agosto 1957, 30 novembre 1962 e 10 marzo 1967, coi quali la Banca popolare cooperativa di Massa Marittima, ora Banca popolare della Maremma, con sede in Massa Marittima (Grosseto), è stata autorizzata a compiere operazioni di credito agrario di esercizio, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, con le norme ed alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento, nel territorio di Scarlino Scalo (frazione del comune di Scarlino) e dei comuni di Massa Marittima, Follonica, Castiglione della Pescaia (Grosseto) e Piombino (Livorno);

Visto il proprio decreto 11 agosto 1955, col quale la Banca popolare di Scansano, con sede in Scansano (Grosseto), è stata autorizzata a compiere le medesime operazioni nel territorio del Comune omonimo;

Visto il provvedimento del Governatore della Banca d'Italia 22 settembre 1966, col quale è stata autorizzata l'incorporazione della Banca popolare di Scansano, con sede in Scansano (Grosseto), da parte della Banca popolare cooperativa di Massa Marittima ora Banca popolare della Maremma, con sede in Massa Marittima (Grosseto), che si è sostituita con proprie dipendenze nello esercizio degli sportelli bancari dell'azienda incorporata in Scansano e Murci (frazione di Scansano);

Decreta:

L'autorizzazione concessa alla Banca popolare cooperativa di Massa Marittima, ora Banca popolare della Maremma, con sede in Massa Marittima (Grosseto), coi propri decreti 17 gennaio 1950, 24 agosto 1957, 30 novembre 1962 e 10 marzo 1967, di che in premessa, è estesa al territorio del comune di Scansano (Grosseto).

Oltre che nei casi previsti negli articoli 37, terzo comma e 47, terzo comma del citato regolamento, la presente autorizzazione e quelle citate in premessa potranno essere revocate, con decreto del Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, qualora esse non abbiano dato luogo ad un effettivo sviluppo della speciale attività creditizia da parte della Banca popolare della Maremma.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 maggio 1967

Il Ministro: COLOMBO

(5811)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Nomina del presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Cuneo

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 4134 in data 9 maggio 1967 il dott. Giuseppe Giordana è stato nominato presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Cuneo.

(5200)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa di produzione e lavoro « Libertà e Lavoro », con sede in Castrovillari (Cosenza).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 9 maggio 1967, la Società cooperativa di produzione e lavoro « Libertà e Lavoro », con sede in Castrovillari (Cosenza), costituita per rogito Tassitani Farfaglia in data 14 dicembre 1949, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di commissario liquidatore nella persona del sig. Luigi Petrosino.

(5278)

Scioglimento della Società cooperativa edile « Domus », con sede in Brindisi

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 9 maggio 1967, la Società cooperativa edile « Domus », con sede in Brindisi, costituita per rogito Franco in data 22 gennaio 1959, repertorio n. 22431, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di commissario liquidatore.

(5279)

Scioglimento della Società cooperativa « Progresso » con sede in Ferrandina (Matera)

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 9 maggio 1967, la Società cooperativa « Progresso », con sede in Ferrandina (Matera), costituita per rogito Arleo in data 17 settembre 1946, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di commissario liquidatore.

(5280)

Scioglimento della Società Cooperativa Agricoltori Coltivatori Tabacco (C.A.C.T.), con sede in Frosinone

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 9 maggio 1967 la Società Cooperativa Agricoltori Coltivatori Tabacco (C.A.C.T.), con sede in Frosinone, costituita per rogito Federici in data 21 novembre 1961, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di commissario liquidatore nella persona del dottor Adriana Mazzola Franconetti.

(5276)

Proroga dei poteri conferiti al commissario governativo della Società cooperativa Cantina sociale Freisa di Chieri, con sede in Chieri (Torino).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 15 aprile 1967 i poteri conferiti al dott. Giovanni Renato Fitet, commissario governativo della Società cooperativa Cantina sociale Freisa di Chieri, con sede in Chieri (Torino), sono stati prorogati fino al 15 agosto 1967.

(5275)

Modifica dello statuto della Cassa di soccorso per il personale dipendente dalla ditta Sebastiano Pani, con sede in Sassari.

Con decreto 2 maggio 1967 del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale di concerto con il Ministro per i trasporti e l'aviazione civile è stata approvata la modifica dello statuto della Cassa di soccorso per il personale dipendente dalla ditta Sebastiano Pani, con sede in Sassari.

(5322)

Modifica dello statuto della Cassa di soccorso per il personale dipendente dall'Azienda Trasporti Automobilistici di Foggia A.T.A.F.

Con decreto 16 aprile 1967 del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale di concerto con il Ministro per i trasporti e l'aviazione civile è stata approvata la modifica dello statuto della Cassa di soccorso per il personale dipendente dalla Azienda Trasporti Automobilistici di Foggia A.T.A.F.

(5323)

Revoca degli amministratori e dei sindaci della Società cooperativa agricola Cerreto d'Esi, con sede in Collesalvetti (Livorno), e nomina di un commissario governativo.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 5 maggio 1967, sono stati revocati gli amministratori ed i sindaci della Società cooperativa agricola Cerreto d'Esi, con sede in Collesalvetti (Livorno) costituita in data 26 agosto 1960 per atto del notaio dott. Roberto Franchi.

Dalla data di detto decreto il dott. Enzo Rocchi è stato nominato commissario governativo dell'anzidetta Società per un periodo di sei mesi.

(5401)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Associazione « La San Vincenzo » con sede in Milano, a conseguire un legato

Con decreto del Presidente della Repubblica 10 aprile 1967, registrato alla Corte dei conti il 28 aprile 1967, l'Associazione « La San Vincenzo », con sede in Milano, è stata autorizzata, su proposta del Ministro per l'interno, a conseguire il legato, costituito dalla nuda proprietà di due appartamenti siti al primo e al secondo piano di uno stabile posto in Legnago, piazza della Libertà, distinti al N.C.E.U. alla Sezione A, foglio 5° con il mappale 304 sub. 1 e 305 sub. 3 e con il mappale 304 sub. 2 e 305 sub. 2, ctg. A/3, disposto in suo favore dal sig. Squeraroli Ernesto, con testamento olografo 18 agosto 1958, pubblicato a rogito del notaio dott. Pio Salvatore il 27 gennaio, numero repertorio 56.90/1744 (registrato per atto dello stesso notaio in Cologna Veneta con il n. 50, vol. 63 il 5 febbraio 1965).

(5321)

Autorizzazione al comune di Aci Catena ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Aci Catena (Catania) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 32.799.140, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5675)

Autorizzazione al comune di Avola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 20 maggio 1967, il comune di Avola (Siracusa) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 185.770.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5677)

Autorizzazione al comune di San Mauro Castelverde ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di San Mauro Castelverde (Palermo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 33.929.294, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5676)

Autorizzazione al comune di Resina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 16 maggio 1967, il comune di Resina (Napoli) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 676.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5678)

Autorizzazione al comune di Carlentini ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Carlentini (Siracusa) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 126.376.114, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(5679)

Autorizzazione al comune di Terrasini ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Terrasini (Palermo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 33.388.256, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(5680)

Autorizzazione al comune di Palazzo Adriano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Palazzo Adriano (Palermo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 19.812.520, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5681)

Autorizzazione al comune di Giuliana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Giuliana (Palermo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.646.161, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(5682)

Autorizzazione al comune di Contessa Entellina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Contessa Entellina (Palermo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 20.629.460 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5683)

Autorizzazione al comune di Milena ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Milena (Caltanissetta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.714.918, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5684)

Autorizzazione al comune di Campofranco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Campofranco (Caltanissetta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 27.559.720, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5685)

Autorizzazione al comune di Nonantola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Nonantola (Modena) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 47.021.930, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(5686)

Autorizzazione al comune di Novi di Modena ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Novi di Modena (Modena) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 53.004.435, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5687)

Autorizzazione al comune di San Prospero ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di San Prospero (Modena) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 34.727.400, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(5688)

Autorizzazione al comune di Savignano sul Panaro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Savignano sul Panaro (Modena) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.990.150, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5689)

Autorizzazione al comune di Sant'Elena ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Sant'Elena (Padova) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.187.080, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5690)

Autorizzazione al comune di Magione ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Magione (Perugia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 51.151.170, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5691)

Autorizzazione al comune di Corciano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Corciano (Perugia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 27.083.300, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5692)

Autorizzazione al comune di Norcia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Norcia (Perugia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 31.411.435, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5693)

Autorizzazione al comune di San Giustino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di San Giustino (Perugia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.474.630, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5694)

Autorizzazione al comune di Colbordolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Colbordolo (Pesaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 37.944.722, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5695)

Autorizzazione al comune di Cupramontana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Cupramontana (Ancona) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 50.888.580, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5696)

Autorizzazione al comune di Staffolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Staffolo (Ancona) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 19.282.115, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ed effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5697)

Autorizzazione al comune di Rotella ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Rotella (Ascoli Piceno) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 19.272.320, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5698)

Autorizzazione al comune di Sovramonte ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Sovramonte (Belluno) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.207.023, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5699)

Autorizzazione al comune di Loiano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Loiano (Bologna) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.730.255, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5700)

Autorizzazione al comune di Isola Dovarese ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Isola Dovarese (Cremona) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.464.940, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5702)

Autorizzazione al comune di Malagnino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Malagnino (Cremona) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.231.950 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(5703)

Autorizzazione al comune di Pontecorvo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Pontecorvo (Frosinone) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 89.026.531, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5704)

Autorizzazione al comune di Recanati ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Recanati (Macerata) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 186.751.735, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(5706)

Autorizzazione al comune di Guiglia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Guiglia (Modena) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 36.362.565, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5707)

Autorizzazione al comune di Monte San Pietro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Monte San Pietro (Bologna) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.401 675, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5701)

Autorizzazione al comune di Terricciola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Terricciola (Pisa) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 17.995.905, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5708)

Autorizzazione al comune di Monte San Martino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 23 maggio 1967, il comune di Monte San Martino (Macerata) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.343.211, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(5705)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 102

Corso dei cambi del 31 maggio 1967 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	625 —	625 —	625,03	625 —	624,90	625 —	625,05	625 —	625,05	625 —
$ Can.	577,52	577,65	577,75	577,50	577 —	577,45	577,70	577,50	577,50	577,50
Fr. Sv.	144,82	144,84	144,85	144,84	144,75	144,83	144,87	144,84	144,81	144,83
Kr. D.	90,24	90,23	90,18	90,24	90,30	90,24	90,225	90,24	90,24	90,24
Kr. N.	87,48	87,47	87,46	87,48	87,40	87,48	87,48	87,48	97,48	87,48
Kr. Sv.	121,31	121,34	121,33	121,35	121,30	121,30	121,31	121,35	121,34	121,33
Fol.	174 —	173,46	173,50	173,45	173,40	173,55	173,48	173,45	173,50	173,50
Fr. B.	12,59	12,595	12,5950	12,5975	12,59	12,59	12,5925	12,5975	12,59	12,595
Franco francese	127,19	127,19	127,23	127,175	127,10	127,21	127,24	127,175	127,18	127,15
Lst.	1746,88	1746,95	1746,60	1746,375	1746,25	1746,75	1746,50	1746,375	1747,20	1746,80
Dm. occ.	157,02	157,02	157,02	157,02	156,95	157,02	156,96	157,02	157,03	157,01
Scell. Austr.	24,20	24,20	24,21	24,21	24,20	24,20	24,215	24;21	24,20	24,20
Escudo Port.	21,79	21,79	21,79	21,79	21,80	21,78	21,80	21,79	21,79	21,79
Peseta Sp.	10,41	10,41	10,41	10,41875	10,43	10,42	10,4185	10,41875	10,42	10,42

Media dei titoli del 31 maggio 1967

Rendita 5 % 1935	103,40
Redimibile 3,50 % 1934	100,80
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	86,525
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,45
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	96,625
Id. 5 % (Città di Trieste)	96,40
Id. 5 % (Beni Esteri)	96,20
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	98,70

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100,075
» 5 % (» 1° aprile 1969)	100,05
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,10
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,05
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1975)	100 —
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss.	100 —

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 31 maggio 1967

1 Dollaro USA	625,025
1 Dollaro canadese	577,60
1 Franco svizzero	144,855
1 Corona danese	90,232
1 Corona norvegese	87,48
1 Corona svedese	121,33
1 Fiorino olandese	173,465
1 Franco belga	12,595
1 Franco francese	127,207
1 Lira sterlina	1746,437
1 Marco germanico	156,99
1 Scellino austriaco	24,212
1 Escudo Port.	21,795
1 Peseta Sp.	10,419

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Notifica di smarrimento di ricevute di debito pubblico

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 7.

E' stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 37 Mod. 243 D.P. — Data: 3 febbraio 1967 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale dello Stato di Palermo — Intestazione: Sala Guido, nato a Palermo il 25 dicembre 1905 — Titoli del debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L. 1.000.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 115 Mod. 241 D.P. — Data: 7 ottobre 1966 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Direzione provinciale del tesoro di Bari — Intestazione: Loiacono Angela, nata a Bari il 29 agosto 1907 — Titoli del debito pubblico: nominativi 2 — Capitale L. 65.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 49 Mod. 241 D.P. — Data: 12 ottobre 1966 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Direzione provinciale del tesoro di Bologna — Intestazione: Seghi Lino — Titoli del debito pubblico: nominativi 2 — Capitale L. 15.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 57 Mod. 25-A D.P. — Data: 4 luglio 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Div. 1ª Ufficio ricevimento delle domande — Intestazione: Morandi Umberto nato ad Ancona il 7 luglio 1897 — Titoli del debito pubblico: misti 3 — Capitale L. 10.500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 6469 — Data: 29 dicembre 1966 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Div. I Ufficio ricevimento delle domande — Intestazione: Cappiello Vincenzo, nato a Roma il 13 agosto 1941 — Titoli del debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L. 106.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298 si rende noto a chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 10 maggio 1967

Il direttore generale: GAGLIARDO

(5204)

MINISTERO DEL TESORO

Abilitazione di aziende di credito

Si rende noto che, con decreto ministeriale in data 16 maggio 1967, la Banca popolare della Spezia e della Lunigiana, con sede in La Spezia, è stata abilitata a compiere le operazioni su titoli di debito pubblico previste dall'art. 35 del testo unico delle leggi sul debito pubblico, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1963, n. 1343.

Il direttore generale: GAGLIARDO

(5492)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Sostituzione del commissario governativo del Consorzio irriguo di miglioramento fondiario « Zibido al Lambro », con sede in frazione Zibido al Lambro del comune di Torrevecchia Pia (Pavia).

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e le foreste n. 3741, in data 15 maggio 1967, ai sensi dell'art. 66 del regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215, il dott. Giuseppe Compagnoni è stato nominato commissario governativo del Consorzio di miglioramento fondiario « Consorzio di irrigazione di Zibido al Lambro », con sede in frazione Zibido al Lambro del comune di Torrevecchia Pia (Pavia), in sostituzione del perito agrario Enrico Gennari, dimissionario.

(5446)

CONCORSI ED ESAMI

AVVOCATURA GENERALE DELLO STATO

Concorso per esame teorico-pratico a dieci posti di procuratore aggiunto dello Stato

L'AVVOCATO GENERALE DELLO STATO

Visto il testo unico delle leggi e delle norme giuridiche sulla rappresentanza e difesa in giudizio dello Stato e sull'ordinamento dell'Avvocatura dello Stato, approvato con regio decreto 30 ottobre 1933, n. 1611, ed il relativo regolamento approvato con regio decreto 30 ottobre 1933, n. 1612, con le successive modificazioni;

Visto l'art. 3 del decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 155;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368;

Vista la legge 20 giugno 1955, n. 519;

Vista la legge 23 novembre 1966, n. 1035;

Visto il testo unico 10 gennaio 1957, n. 3 e regolamento 3 maggio 1957, n. 686;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1965, n. 756;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esame teorico-pratico a dieci posti di procuratore aggiunto dello Stato.

Art. 2.

Possono prendere parte al concorso, semprechè in possesso dei requisiti generali di cui all'art. 2 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e salvo quanto disposto all'articolo seguente circa il requisito dell'età, coloro che sono in possesso del diploma di laurea in giurisprudenza.

Art. 3.

I candidati che non siano impiegati statali di ruolo non debbono avere oltrepassato il trentesimo anno di età, salvo le deroghe stabilite dalle vigenti disposizioni.

Non sono ammessi coloro che precedentemente per due volte non abbiano conseguito la idoneità nell'esame di concorso anzidetto.

Il possesso delle condizioni richieste per l'ammissione al concorso deve essere perfetto alla data di scadenza del termine stabilito all'art. 4 per la presentazione delle domande, ad eccezione del requisito dell'età che deve sussistere alla data del decreto che bandisce il concorso.

Art. 4.

Coloro che intendono prendere parte al concorso debbono far pervenire all'Avvocatura generale dello Stato, entro novanta giorni dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, la relativa domanda in carta da bollo, nella quale devono dichiarare:

a) la data ed il luogo di nascita ed il possesso degli eventuali titoli per la proroga del limite massimo di età;

b) il possesso della cittadinanza italiana;

c) il Comune ove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

d) le eventuali condanne riportate;

e) il possesso della laurea in giurisprudenza;

f) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

g) il proprio domicilio o recapito al quale si desidera che siano trasmesse le eventuali comunicazioni.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

La domanda deve essere corredata di una fotografia recente con firma autenticata dal sindaco o da un notaio.

Per gli aspiranti che insieme con la domanda documentino di essere residenti all'estero o di essere richiamati alle armi è sufficiente pervenga nel termine prescritto la domanda, purchè

almeno dieci giorni avanti la data fissata per la prova scritta, pervenga anche la fotografia recente con firma autenticata nella maniera di cui al precedente comma.

Art. 5.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale debbono far pervenire all'Avvocatura generale dello Stato, nel termine di dieci giorni dall'espletamento di detta prova, i documenti prescritti per dimostrare gli eventuali titoli di precedenza e di preferenza nelle nomine.

La mutilazione e la invalidità di guerra debbono risultare dal mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro (Direzione generale delle pensioni di guerra), ovvero con dichiarazione rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale degli invalidi di guerra.

La qualifica di ex combattente, partigiano ed ogni altro titolo militare debbono risultare dallo stato di servizio o dal foglio matricolare, ovvero da uno stralcio di essi, nonchè dalla dichiarazione integrativa del distretto militare.

La qualifica di orfano di guerra o di figlio di invalido di guerra, deve risultare dal certificato in bollo rilasciato dal sindaco.

Soltanto con la esibizione dei relativi brevetti debbono essere provate le concessioni delle medaglie al valor militare, o della croce di guerra, ovvero di altre attestazioni di merito di guerra, la qualifica di ferito in combattimento, di partigiano combattente.

Lo stato di famiglia deve risultare dall'apposito certificato del sindaco di data non anteriore a tre mesi da quella di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Art. 6.

La graduatoria è approvata dall'Avvocato generale dello Stato sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per la ammissione all'impiego.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria stessa saranno invitati a far pervenire all'Avvocatura generale dello Stato, nel termine di quindici giorni, a pena di decadenza, i seguenti documenti:

1) diploma originale o copia autentica di laurea in giurisprudenza conseguita in una Università italiana;

2) estratto dell'atto di nascita (i concorrenti che abbiano superato i trenta anni di età debbono produrre, altresì, i documenti atti a comprovare il diritto alla protrazione del limite massimo di età);

3) certificato di cittadinanza italiana;

4) certificato di regolare condotta civile e morale;

5) certificato generale del casellario giudiziale;

6) certificato rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza o da un medico militare o dal medico provinciale, dal quale risulti espressamente dichiarato che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica ed esente da malattie costituzionali o da difetti particolarmente dell'udito o della favella che impediscano o ostacolino il perfetto esercizio delle funzioni di procuratore aggiunto dello Stato;

7) certificato dal quale risulti il godimento dei diritti politici;

8) copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare o del foglio di congedo illimitato ovvero certificato di esito di leva debitamente vidimato o di iscrizione nelle liste di leva.

I documenti debbono essere redatti in lingua italiana su regolare carta bollata; quelli indicati ai numeri 3), 4), 5), 6) e 7) debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Gli impiegati statali di ruolo debbono presentare nello stesso termine il certificato sanitario di cui al n. 6), il diploma originale o copia autentica di laurea in giurisprudenza conseguita in una Università italiana e la copia integrale dello stato matricolare (servizi civili) rilasciato dall'Amministrazione dalla quale dipendono, su carta da bollo.

Art. 7.

La domanda ed i documenti pervenuti all'Avvocatura generale dello Stato dopo scaduti i termini di cui sopra, anche se presentati in tempo agli uffici postali o inoltrati per tramite d'ufficio, non sono presi in considerazione. La data di arrivo è stabilita dal timbro a data apposto dall'Avvocatura generale.

Non sono, altresì, prese in considerazione le domande prive della firma autenticata e non corredate del documento di cui all'art. 4.

L'avvocato generale dello Stato può disporre che gli aspiranti siano sottoposti alla visita di un sanitario di fiducia della Amministrazione per l'accertamento della idoneità fisica al servizio.

L'avvocato generale dello Stato giudica definitivamente a norma dell'art. 11 del regolamento approvato con regio decreto 30 ottobre 1933, n. 1612, dell'ammissibilità al concorso per gli aspiranti.

Ciascun aspirante sarà avvertito dell'esito della sua domanda prima della data fissata per l'inizio degli esami.

Agli aspiranti ammessi sarà inviata una tessera personale di riconoscimento.

Art. 8.

L'esame consta di tre prove scritte e di una orale, di carattere prevalentemente pratico. Le prove scritte, che debbono essere svolte nel termine di otto ore dalla dettatura, vertono: una sul diritto civile e commerciale; un'altra sul diritto e la procedura penale e la terza sulla procedura civile.

La prova orale comprende il diritto civile, il commerciale, il penale, l'amministrativo, il finanziario, il diritto del lavoro, la procedura civile e procedura penale.

Gli esami avranno luogo in Roma nel Palazzo degli esami, alla via Girolamo Induno n. 4, nei giorni 6, 7 e 8 novembre 1967 con inizio alle ore 9.

Il diario delle prove orali sarà fissato dalla Commissione giudicatrice.

Per quanto riguarda le formalità inerenti allo svolgimento dell'esame saranno osservate le disposizioni di cui agli articoli da 18 a 24, 27 a 29 del regolamento approvato con regio decreto 30 ottobre 1933, n. 1612.

Art. 9.

La Commissione esaminatrice, da nominarsi con successivo decreto, è composta da un sostituto avvocato generale dello Stato con funzioni di presidente;

da due vice avvocati dello Stato;

da un consigliere della Corte d'appello di Roma, designato dal primo presidente della Corte stessa;

da un procuratore, membro del Consiglio dell'Ordine degli avvocati e procuratori di Roma, designato dal presidente dell'Ordine stesso.

Funziona da segretario della Commissione un sostituto avvocato dello Stato od un procuratore dello Stato, da nominarsi insieme alla Commissione, nel modo di cui sopra.

Ciascun commissario dispone di dieci punti per ognuna delle prove scritte e di dieci punti complessivamente per la prova orale.

Per ogni prova la somma dei punti, divisa per il numero dei commissari, costituisce il punto definitivo assegnato al candidato.

Sono ammessi alla prova orale soltanto i candidati che hanno conseguito non meno di sei punti, in ciascuna delle prove scritte.

La prova orale non si intenderà superata se il candidato non avrà conseguito la votazione di almeno sei decimi.

La classificazione dei candidati è determinata dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e dal punto riportato nella prova orale.

La Commissione forma la graduatoria degli idonei classificati nel modo indicato dagli articoli 28 del regolamento approvato con regio decreto 30 ottobre 1933, n. 1612 e 4 del regio decreto 30 gennaio 1941, n. 120.

A parità di punti si applicano i criteri preferenziali di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei dichiarati idonei sono pubblicate nei bollettini ufficiali del personale degli uffici dipendenti dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri e del Ministero di grazia e giustizia, di tale pubblicazione si dà notizia mediante avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Sui reclami che venissero presentati entro quindici giorni dalla pubblicazione dei risultati del concorso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, l'avvocato generale dello Stato pronuncia definitivamente, sentita la Commissione esaminatrice, ai sensi dell'ultimo comma dell'art. 30 del regolamento approvato con regio decreto 30 ottobre 1933, n. 1612 e dell'art. 3 del decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 155.

Art. 10.

I primi graduati, entro il limite dei posti messi a concorso, sono nominati procuratori aggiunti dello Stato, con lo stipendio annuo lordo di L. 1.954.300.

Ove i primi candidati non assumano effettivo servizio con le stesse modalità sono nominati i successivi graduati entro il limite dei posti messi a concorso.

Art. 11.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e, a norma degli articoli 3 e 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nonchè nei Bollettini ufficiali del personale degli uffici dipendenti dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri e dal Ministero di grazia e giustizia.

Roma, addì 15 aprile 1967

L'avvocato generale: ZAPPALÀ

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 maggio 1967
Registro n. 3, *foglio n.* 287

(5744)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Sostituzione di un membro della Commissione esaminatrice del concorso per titoli, integrato da colloquio, ad un posto di ispettore centrale di 2ª classe (coeff. 580) per l'istruzione artistica del Ministero della pubblica istruzione, con speciale riferimento alle esigenze relative all'insegnamento degli strumenti ad arco nei Conservatori di musica.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il decreto ministeriale 15 luglio 1965 (registrato alla Corte dei conti il 21 settembre 1965, registro n. 70, foglio n. 54), con il quale è stato indetto, tra gli altri, un concorso per titoli, integrato da un colloquio, per la nomina ad un posto di ispettore centrale di 2ª classe (coefficiente 580) per l'istruzione artistica del Ministero della pubblica istruzione, con speciale riferimento alle esigenze relative all'insegnamento degli strumenti ad arco nei Conservatori di musica;

Veduto il decreto ministeriale 4 marzo 1966 (registrato alla Corte dei conti il 14 aprile 1966, registro n. 36, foglio n. 156) con il quale è stata costituita la Commissione esaminatrice del suddetto concorso;

Veduto il decreto ministeriale 2 luglio 1966 (registrato alla Corte dei conti il 9 agosto 1966, registro n. 72, foglio n. 136), con il quale sono stati chiamati a fare parte della Commissione stessa, in qualità di presidente, il prof. Vecchi Giuseppe, ordinario nell'Università di Bologna, in sostituzione del prof. Ronga Luigi, dimissionario, ed, in qualità di componente, il maestro Amphiteatroff Massimo, violoncellista e concertista, in sostituzione del maestro Antonio Ianigro, rinunciatario;

Veduto il decreto ministeriale 1° gennaio 1967, con il quale la Commissione predetta è stata confermata per l'anno finanziario 1967;

Veduta l'acclusa lettera, in data 9 marzo 1967, con la quale il maestro Rossellini Renzo ha rassegnato le dimissioni da componente della Commissione in parola, non potendo prendere parte, per i suoi impegni professionali, ai lavori della Commissione stessa;

Decreta:

In sostituzione del maestro Rossellini Renzo, dimissionario, è chiamato a fare parte della Commissione esaminatrice del concorso indicato nelle premesse, il maestro Principe Remigio. già titolare di violino nei Conservatori.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 9 marzo 1967

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile 1967
Registro n. 36, foglio n. 323

(5325)

Sostituzione di un membro della Commissione esaminatrice del concorso per esami a settanta posti di consigliere di 3ª classe in prova nel ruolo della carriera del personale direttivo dell'Amministrazione centrale e dei Provveditorati agli studi.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il decreto ministeriale 23 maggio 1966 (registrato alla *Corte dei conti il 13 giugno 1966, registro n. 57, foglio n.* 1), con il quale è stato indetto un concorso per esami a settanta posti di consigliere di 3ª classe in prova nel ruolo della carriera del personale direttivo dell'Amministrazione centrale della pubblica istruzione e dei Provveditorati agli studi;

Veduto il decreto ministeriale 28 gennaio 1967, in corso di registrazione alla Corte dei conti, con il quale è stata costituita la Commissione esaminatrice dell'anzidetto concorso;

Veduta l'unita lettera in data 21 febbraio 1967, con la quale il prof. Duprè Eugenio ha rinunciato alla nomina a membro della Commissione medesima;

Decreta:

In sostituzione del prof. Duprè Eugenio, rinunciatario, è chiamato a fare parte della Commissione esaminatrice del concorso indicato nelle premesse, il prof. Petrucciani Mario, straordinario di storia della letteratura italiana moderna e contemporanea nella Università di Urbino.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 21 febbraio 1967

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile 1967
Registro n. 36, *foglio n.* 157

(5326)

Integrazione della Commissione giudicatrice del concorso per esami e per titoli a quarantasei posti di direttore didattico in prova.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il decreto ministeriale 18 novembre 1966, registrato alla Corte dei conti addì 4 gennaio 1967, registro n. 2, foglio n. 44, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a quarantasei posti di direttore didattico in prova, indetto con decreto ministeriale 10 giugno 1966, registrato alla Corte dei conti addì 18 giugno 1966, registro n. 59, foglio n. 73;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5;

Considerato che si sono presentati a sostenere le prove scritte n. 2136 candidati;

Ritenuta l'opportunità di integrare la Commissione giudicatrice, già nominata, di un numero di componenti tale da permettere, unico restando il presidente, la suddivisione in due sottocommissioni, costituita ciascuna di un numero di componenti (quattro) pari a quello della Commissione originaria e di un segretario aggiunto;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per esami e per titoli a quarantasei posti di direttore didattico in prova, di cui alle premesse, è integrata dai seguenti componenti:

Prima

Mattei dott. Marco, ispettore generale del Ministero della pubblica istruzione;

Grossi dott. Otello, ispettore centrale di 2ª classe per la istruzione elementare;

Di Maio prof. Andrea, ordinario di storia e filosofia del liceo classico « Augusto » di Roma;

Piano prof. Vincenzo, ordinario di materie giuridiche nell'Istituto tecnico commerciale « V. Pareto » di Roma;

Segretario aggiunto:

Spadea Zacheo dott.ssa Lucia, direttore di sezione del Ministero della pubblica istruzione.

Seconda

De Fabris dott. Armando, direttore di divisione del Ministero della pubblica istruzione;

Migliorini dott. Umberto, ispettore centrale di 1ª classe per l'istruzione elementare;

Zagaria prof. Rocco, ordinario di storia e filosofia nel liceo scientifico di Matera;
Nuzzo prof. Piero, ordinario di materie giuridiche nell'Istituto tecnico commerciale di Frascati.

Segretario aggiunto:
Parte dott. Federico, direttore di sezione del Ministero della pubblica istruzione.

La spesa relativa al pagamento dei compensi ai componenti le sottocommissioni, stabiliti in base al decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5, graverà sul capitolo 1094 dello stato di previsione della spesa del Ministero della pubblica istruzione per l'anno finanziario 1967, nei limiti della somma (L. 10.000.000) già impegnata con decreto ministeriale 21 febbraio 1967 riguardante la conferma della Commissione del concorso di cui trattasi.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 28 febbraio 1967

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 *maggio* 1967
Registro n. 37, *foglio n.* 372

(5444)

Revoca del concorso alla cattedra di « Istituzioni di diritto romano » bandito per la Facoltà di giurisprudenza della Università di Napoli.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 novembre 1963, n. 1784, con il quale venne disposto il raddoppiamento della cattedra di « Istituzioni di diritto romano » nella Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Napoli, in applicazione della legge 24 luglio 1962, n. 1073;
Vista la legge 27 luglio 1949, n. 449, concernente il bando di concorso per posti di professore universitario di ruolo vacanti da oltre un biennio;
Visto il decreto ministeriale 28 aprile 1967, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 107 del 29 aprile 1967, con il quale venne bandito — fra gli altri — il concorso alla cattedra di Istituzioni di diritto romano nell'Università di Napoli;
Vista la deliberazione del 16 maggio 1967, con la quale la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Napoli ha deciso che per la copertura della seconda cattedra di « Istituzioni di diritto romano » venga adottata la procedura del trasferimento e ha chiesto, di conseguenza, la revoca del bando del concorso per la stessa disciplina;
Ravvisata l'opportunità, nel superiore interesse degli studi, di procedere alla revoca del concorso di « Istituzioni di diritto romano », in accoglimento della richiesta avanzata dalla Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Napoli;

Decreta:

E' revocato il concorso alla cattedra di « Istituzioni di diritto romano » bandito — fra gli altri — per la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Napoli, con decreto ministeriale 28 aprile 1967, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 107 del 29 aprile 1967.

Roma, addì 24 maggio 1967

Il Ministro: GUI

(5731)

Avviso relativo alla pubblicazione della relazione della Commissione giudicatrice dell'esame per la promozione a quattro posti di economo capo nel ruolo della carriera di concetto delle Accademie e dei Conservatori.

Nel n. 16 del Bollettino ufficiale, parte II del Ministero della pubblica istruzione, in data 20 aprile 1967, sono stati pubblicati la relazione della Commissione giudicatrice ed i risultati dell'esame per la promozione a quattro posti di economo capo nel ruolo della carriera di concetto delle Accademie e dei Conservatori.

(5495)

REGIONI

REGIONE SICILIANA

LEGGE 19 gennaio 1967, n. 9.

Rendiconto generale dell'Amministrazione della Regione siciliana per l'esercizio finanziario 1953-54.

(*Pubblicata nel supplemento ordinario alla* Gazzetta Ufficiale *n.* 4 *del* 28 *gennaio* 1967)

REGIONE SICILIANA
L'ASSEMBLEA REGIONALE HA APPROVATO
IL PRESIDENTE REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1953-54

Art. 1.

Le entrate ordinarie e straordinarie della Regione, accertate nell'anno finanziario 1953-54, per la competenza propria dello esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, in	L.	50.853.087.141,10
delle quali furono riscosse	»	39.511.179.228,10
e rimasero da riscuotere	L.	11 341.907.913

Art. 2.

Le spese ordinarie e straordinarie della Regione, impegnate nell'anno finanziario 1953-54, per la competenza propria dello esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, in	L.	51.607.973.836
delle quali furono pagate	»	19.241.052.211
e rimasero da pagare	L.	32.366.921.625

Art. 3.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1953-1954 rimane così stabilito:

Entrate e spese effettive		
Entrata	L.	43.791.860.115,10
Spesa	»	43.390.412.105
Avanzo effettivo	L.	401.448.010,10
Movimento di capitali		
Entrata	L.	3.665.295
Spesa	»	1.160.000.000
Disavanzo per movimento di capitali	L.	1.156.334.705
Entrate e spese per partite di giro		
Entrata	L.	7.057.561.731
Spesa	»	7.057.561.731
Riepilogo generale		
Entrata	L.	50.853.087.141,10
Spesa	»	51.607.973.836
Disavanzo finale	L.	754.886.694,90

Entrate e spese residue degli anni finanziari 1952-53 *e precedenti*

Art. 4.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1952-53 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, in	L.	23.569.254.410,98
delle quali furono riscosse	»	16.024.417.520
e rimasero da riscuotere	L.	7.544.836.890,98

Art. 5.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1952-53, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, in . . . . . L. 49.622.544.315,28
delle quali furono pagate . . . . » 16.635.451.079

e rimasero da pagare . . . . . L. 32.987.093.236,28

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54

Art. 6.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1953-54 (art. 1) .	L.	11.341.907.913
Somme rimaste da riscuotere sui residui degli anni finanziari 1952-53 e precedenti (art. 4) . . .	»	7.544.836.890,98
Somme riscosse e non versate alla Cassa regionale (colonna s del riassunto generale)	»	13.205.267.468,10
Residui attivi al 30 giugno 1954	L.	32.092.012.272,08

Art. 7.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1953-1954, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1953-54 (art. 2)	L.	32.366.921.625
Somme rimaste da pagare sui residui degli anni finanziari 1952-53 e precedenti (art. 5)	»	32.987.093.236,28
Residui passivi al 30 giugno 1954	L.	65.354.014.861,28

Situazione finanziaria

Art. 8.

E' accertato nella somma di L. 21.582.079.772,05 l'avanzo finanziario alla fine dell'anno finanziario 1953-54 come risulta dai seguenti dati:

Attività

Avanzo finanziario al 1° luglio 1953 . .	L.	21.676.573.605,84
Entrata dell'anno finanziario 1953-54 . .	»	50.853.087.141,10

Aumento nei residui attivi provenienti dagli anni finanziari 1952-53 e precedenti, e cioè:

Accertati:
al 1° luglio 1953 . L. 23.176.143.938,21
al 30 giugno 1954 . » 23.569.254.410,98

L. 393.110.472,77

Diminuzione nei residui passivi provenienti dagli anni finanziari 1952-53 e precedenti, e cioè:

Accertati:
al 1° luglio 1953 . L. 49.889.826.703,62
al 30 giugno 1954 . » 49.622.544.315,28

L. 267.282.388,34

L. 73.190.053.608,05

Passività

Spese dell'anno finanziario 1953-54 . .	L.	51.607.973.836
Avanzo finanziario al 30 giugno 1954 . .	»	21.582.079.772,05
	L.	73.190.053.608,05

Fondo di cassa

Art. 9.

E' accertato nella somma di L. 54.837.443.146 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1953-54, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1954, per:		
Somme rimaste da riscuotere . . .	L.	18.886.744.803,98
Somme riscosse e non versate . . .	»	13.205.267.468,10
Crediti di Tesoreria	»	41.752.475
Arrotondamenti sui pagamenti effettuati nell'anno finanziario 1950-51 . . .	»	9,81
Fondo di cassa al 30 giugno 1954 . .	»	54.837.443.146
	L.	86.971.207.902,89

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1954 . . .	L.	65.354.014.861,28
Debiti di Tesoreria	»	35.113.218
Arrotondamenti sui pagamenti a tutto l'anno finanziario 1950-51 . . .	»	51,02
Arrotondamenti sui pagamenti dell'anno finanziario 1952-53	»	0,54
Avanzo finanziario al 30 giugno 1954 . .	»	21.582.079.772,05
	L.	86.971.207.902,89

Disposizioni finali

Art. 10.

Sono ratificate le eccedenze risultanti al 30 giugno 1954, relativamente ai seguenti capitoli:

Competenza

Cap. n. 58 « Indennità al personale addetto al Gabinetto ed alla Segreteria particolare del Presidente della Regione e degli Assessori »	L.	594.678

Residui

Cap. n. 276 « Manutenzione, riparazione ed adattamenti di locali »	»	16.780
Cap. n. 282 « Spese di liti (Spesa obbligatoria) »	»	5.260
Cap. n. 373 « Indennità e rimborsi di spese per trasferimenti al personale degli Uffici provinciali e periferici » . .	»	101

Fondo di solidarietà nazionale
Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1953-54

Art. 11.

Le entrate del Fondo di solidarietà nazionale, accertate nell'anno finanziario 1953-1954, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . . . L. 16.958.504.967
delle quali furono riscosse . . . . . » 1.471.972.488

e rimasero da riscuotere . . . . . L. 15.486.532.479

Art. 12.

Le spese del Fondo di solidarietà nazionale, impegnate nell'anno finanziario 1953-1954, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . . . L. 15.753.796.066
delle quali furono pagate . . . . » —

e rimasero da pagare . . . . . . L. 15.753.796.066

Art. 13.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1953-54, rimane così stabilito:

Entrata	L.	16.958.504.967
Spesa	»	15.753.796.066
Differenza	L.	1.204.708.901

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1952-53 *e precedenti*

Art. 14.

Le entrate rimaste di riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1952-53, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . L. 20.769.931.855

delle quali furono riscosse . . . . » 5.675.313.170

e rimasero da riscuotere . . . . L. 15.094.618.685

Art. 15.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1952-53, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . . . L. 60.440.376.253

delle quali furono pagate . . . . » 10.302.961.212

e rimasero da pagare . . . . . L. 50.137.415.041

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54

Art. 16.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1953-54 (art. 11) . . L. 15.486.532.479

Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1952-53 (art. 14) . » 15.094.618.685

Residui attivi al 30 giugno 1964 L. 30.581.151.164

Art. 17.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1953-54 (art. 12) . . . L. 15.753.796.066

Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1952-53 (art. 15) . » 50.137.415.041

Residui passivi al 30 giugno 1954 L. 65.891.211.107

Situazione finanziaria

Art. 18.

La situazione del Fondo di Solidarietà Nazionale, alla fine dell'anno finanziario 1953-1954, risulta come appresso:

Attività

Avanzo finanziario al 1° luglio 1953 . . L. 1.228.207.973
Entrate dell'anno finanziario 1953-54 . . » 16.958.504.967

L. 18.186.712.940

Passività

Spese dell'anno finanziario 1953-54 . . L. 15.753.796.066
Avanzo finanziario dell'esercizio 1953-54 . » 2.432.916.874

L. 18.186.712.940

Fondo di cassa

Art. 19.

E' accertato nella somma di L. 37.742.976.883 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1953-54, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1954, per:
Somme rimaste da riscuotere . . . L. 30.581.151.164
Somme riscosse e non versate . . . » —
Fondo di cassa . . . . » 37.742.976.817

L. 68.324.127.981

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1954 . . . L. 65.891.211.107
Avanzo finanziario al 30 giugno 1954 . . » 2.432.916.874

L. 68.324.127.981

Art. 20.

La presente legge sarà pubblicata nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e farla osservare come legge della Regione.

Palermo, addì 19 gennaio 1967

CONIGLIO

LEGGE 19 gennaio 1967, n. **10**.

Rendiconto generale dell'Amministrazione della Regione siciliana per l'esercizio finanziario 1954-55.

(*Pubblicata nel supplemento ordinario alla* Gazzetta Ufficiale *n.* 4 *del* 28 *gennaio* 1967)

REGIONE SICILIANA
L'ASSEMBLEA REGIONALE HA APPROVATO
IL PRESIDENTE REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1954-55

Art. 1.

Le entrate ordinarie e straordinarie della Regione, accertate nell'anno finanziario 1954-55, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, in L. 56.684.796.250

delle quali furono riscosse . . . . » 47.699.731.868

e rimasero da riscuotere . . . . . L. 8.985.064.382

Art. 2.

Le spese ordinarie e straordinarie della Regione impegnate nell'anno finanziario 1954-55, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, in . . . . L. 51.457.183.827

delle quali furono pagate . . . . » 24.433.432.512

e rimasero da pagare . . . . . . L. 27.023.751.315

Art. 3.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1954-55 rimane così stabilito:

Entrate e spese effettive

Entrata . . . . L. 49.377.171.374
Spesa . . . . » 42.958.460.285

Avanzo effettivo L. 6.418.711.089

Movimento di capitali

Entrata . . . . L. 8.901.334
Spesa . . . . » 1.200.000.000

Disavanzo per movimento di capitali L. 1.191.098.666

Entrate e spese per partite di giro

Entrate . . . . L. 7.298.723.542
Spese . . . . » 7.298.723.542

Riepilogo generale

Entrata . . . . L. 56.684.796.250
Spesa . . . . » 51.457.183.827

Avanzo finale **L. 5.227.612.423**

Entrate e spese residue degli anni finanziari 1953-54 e precedenti

Art. 4.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, in	L.	32.214.271.881
delle quali furono riscosse	»	21.469.376.489
e rimasero da riscuotere	L.	10.744.895.392

Art 5.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, in	L.	65.593.565.199
delle quali furono pagate	»	28.473.012.888
e rimasero da pagare	L.	37.120.552.311

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55

Art. 6.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1954-55 (art. 1) .	L.	8.985.064.382
Somme rimaste da riscuotere sui residui degli anni finanziari 1953-54 e precedenti (art. 4) . . .	»	10.774.895.392
Somme riscosse e non versate alla cassa regionale (colonna *s* del riassunto generale)	»	18.272.086.663
Residui attivi al 30 giugno 1965	L.	38.002.046.437

Art. 7.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1954-55 (art. 2) . . .	L.	27.023.751.315
Somme rimaste da pagare sui residui degli anni finanziari 1953-54 e precedenti (art. 5)	»	37.120.552.311
Residui passivi al 30 giugno 1955	L.	64.144.303.626

Art. 8.

Situazione finanziaria

E' accertato nella somma di L. 26.692.401.466,25 l'avanzo finanziario alla fine dell'anno finanziario 1954-55, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Avanzo finanziario al 1° luglio 1954 . .	L.	21.582.079.772,05
Entrate dell'anno finanziario 1954-55 . .	»	56.684.796.250
Aumento nei residui attivi provenienti dagli anni finanziari 1953-54 e precedenti e cioè:		
Accertati:		
al 1° luglio 1954 . L. 32.092.012.272,08		
al 30 giugno 1955 . » 32.214.271.881		
	L.	122.259.608,92
	L.	78.389.135.630,97

Passività

Spese dell'anno finanziario 1954-55 . .	L.	51.457.183.827
Aumento nei residui passivi provenienti dagli esercizi finanziari precedenti e cioè:		
Accertati:		
al 1° luglio 1954 . L. 65.354.014.861,28		
al 30 giugno 1955 . » 65.593.565.199		
	L.	239.550.337,72
Avanzo finanziario al 30 giugno 1955 . .	»	26.692.401.466,25
	L.	78.389.135.630,97

Art. 9.

Fondo di cassa

E' accertato nella somma di L. 52.861.646.299, il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1954-55, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1955, per:		
Somme rimaste da riscuotere . . .	L.	19.729.959.774
Somme riscosse non versate	»	18.272.086.663
Crediti di tesoreria	»	22.950.255
Arrotondamenti	»	9,81
Fondo di cassa al 30 giugno 1955 . . .	»	52.861.646.299
	L.	90.886.643.000,81

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1955 . . .	L.	64.144.303.626
Debiti di tesoreria	»	49.937.857
Arrotondamenti	»	51,56
Avanzo finanziario al 30 giugno 1955 . .	»	26.692.401.466,25
	L.	90.886.643.000,81

Disposizioni finali

Art. 10.

E' ratificata la eccedenza di L. 100.038 risultante al 30 giugno 1955 sulo conto dei residui del capitolo n. 382 « Spese postali, telegrafiche e telefoniche (Spesa obbligatoria) ».

AMMINISTRAZIONI ED AZIENDE AUTONOME

Azienda delle foreste demaniali della Regione siciliana

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1954-55

Art. 11.

Le entrate ordinarie e straordinarie dell'Azienda delle foreste demaniali della Regione, accertate nell'anno finanziario 1954-55, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	459.564.797
delle quali furono riscosse	»	424.012.754
e rimasero da riscuotere	L.	35.552.043

Art. 12.

Le spese ordinarie e straordinarie dell'Azienda delle foreste demaniali della Regione, impegnate nell'anno finanziario 1954-1955, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in	L.	460.055.324
delle quali furono pagate	»	348.713.577
e rimasero da pagare	L.	111.341.747

Art. 13.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1954-1955, rimane così stabilito:

Entrate e spese effettive

Entrata	L.	459.564.797
Spesa	»	460.055.324
Differenza	L. —	490.527

Movimento di capitali

Entrata	L.	—
Spesa	»	—
Differenza	L.	—

Operazioni per conto di terzi

Entrata	L.	—
Spesa	»	—
	L.	—

Riepilogo generale

Entrata	L.	459.564.797
Spesa	»	460.055.324
Differenza	L.	490.527

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1953-54

Art. 14.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio della Regione, in	L.	294.627.294
delle quali furono riscosse	»	16.012.039
e rimasero da riscuotere	L.	278.615.255

Art. 15.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in	L.	952.215.722
delle quali furono pagate	»	75.601.512
e rimasero da pagare	L.	876.614.280

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55

Art. 16.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1954-55 (art. 11) .	L.	35.552.043
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1953-54 (art. 14)	»	278.615.255
Residui attivi al 30 giugno 1955	L.	314.167.298

Art. 17.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1954-55 (art. 12) . . .	L.	111.341.747
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1953-54 (art. 15) . .	»	876.614.280
Residui passivi al 30 giugno 1955	L.	987.956.027

Art. 18.

La situazione dell'Azienda delle foreste demaniali della Regione siciliana, alla fine dell'anno finanziario 1954-55, risulta come segue:

Attività

Entrate dell'anno finanziario 1954-55 . .	L.	459.564.797
Diminuzione residui passivi-Esercizio finanziario 1953-54 e precedenti . . .	»	510.717
	L.	460.075.514

Passività

Spese dell'anno finanziario 1954-55 . . .	L.	460.055.324
Diminuzione dei residui attivi dell'anno finanziario 1953-54 e precedenti . .	»	20.190
	L.	460.075.514

Fondo di Cassa

Art. 19.

E' accertata nella somma di L. 673.788.729 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1954-55, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1955 per:

Somme rimaste da riscuotere . . .	L.	314.167.298
Riscosse e non versate	»	—
Fondo di cassa	»	673.788.729
	L.	987.956.027

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1955 . .	L.	987.956.027
	L.	987.956.027

Disposizioni finali

Art. 20.

E' istituito il seguente articolo aggiunto n. 34: « Rimborso della indennità complementare corrisposta alle Guardie del Corpo delle Foreste », con l'iscrizione, in conto resti, della somma di L. 40.000, quale resti dell'articolo aggiunto n. 34 *bis* dell'anno finanziario 1953-54.

Fondo di solidarietà nazionale

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1954-55

Art. 21.

Le entrate del Fondo di solidarietà nazionale, accertate nell'anno finanziario 1954-1955, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	16.606.781.700
delle quali furono riscosse	»	—
e rimasero da riscuotere	L.	16.606.781.700

Art. 22.

Le spese del Fondo di solidarietà nazionale, impegnate nell'anno finanziario 1954-1955, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	16.606.781.700
delle quali furono pagate	»	3.679.818.330
e rimasero da pagare	L.	43.578.181.670

Art. 23.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1954-1955, rimane così stabilito:

Entrata	L.	16.606.781.700
Spesa	»	47.258.000.000
Differenza	L.	30.651.218.300

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1953-54

Art. 24.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1953-1954, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . .	L.	30.584.954.964
delle quali furono riscosse	»	22.801.803.800
e rimasero da riscuotere	L.	7.783.151.164

Art. 25.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1953-54, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . . . . L. 35.888.639.952
delle quali furono pagate . . . . » 12.827.575.232

e rimasero da pagare . . . . . . L. 23.061.064.720

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55

Art. 26.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1954-55 (art. 21) .	L.	16.606.781.700
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1953-54 (art. 24)	»	7.783.151.164
Residui attivi al 30 giugno 1955	L.	24.389.932.864

Art. 27.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1954-55 (art. 22) . .	L.	43.578.181.670
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1953-54 (art. 25) . .	»	23.061.064.720
Residui passivi al 30 giugno 1955	L.	66.639.246.390

Situazione finanziaria

Art. 28.

La situazione finanziaria del Fondo di solidarietà nazionale, alla fine dell'anno finanziario 1954-55, risulta come appresso:

Attività

Avanzo finanziario al 1° luglio 1954 . . L. 2.432.916.874
Entrate dell'anno finanziario 1954-55 . . » 16.606.781.700
Accertamenti nei residui attivi del 1953-54 e precedenti:

al 1° luglio 1954 . L. 30.581.151.164
al 30 giugno 1955 . » 30.584.954.964
» 3.803.800

Diminuzione nei residui passivi:

al 1° luglio 1954 . L. 65.891.211.107
al 30 giugno 1965 .» 35.888.639.952
» 30.002.571.155

L. 49.046.073.529

Passività

Spese dell'anno finanziario 1954-55 . .	L.	47.258.000.000
Avanzo finanziario dell'esercizio 1954-55 .	»	1.788.073.529
	L.	49.046.073.529

Fondo di cassa

Art. 29.

E' accertato nella somma di L. 44.037.387.055 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1954-55, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1955 per:

Somme rimaste da riscuotere . . .	L.	24.389.932.864
Somme riscosse e non versate . . .	»	—
Fondo di cassa	»	44.037.387.055
	L.	68.427.319.919

Passività

Residui al 30 giugno 1955	L.	66.639.246.390
Avanzo finanziario al 30 giugno 1955 . .	»	1.788.073.529
	L.	68.427.319.919

Azienda Autonoma delle Terme di Sciacca

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1954-55

Art. 30.

Le entrate dell'Azienda autonoma delle terme di Sciacca, accertate nell'anno finanziario 1954-55, periodo 27 febbraio-30 giugno 1955, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione Siciliana, in . . . . . L. 319.272.728
delle quali furono riscosse . . . . » 9.163.269

e rimasero da riscuotere . . . . . L. 310.109.459

Art. 31.

Le spese dell'Azienda autonoma delle terme di Sciacca, impegnate nell'anno finanziario 1954-55, periodo 27 febbraio-30 giugno 1955, per la competenza propria dello esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . . . L. 319.272.728
delle quali furono pagate . . . . » 13.353.004

e rimasero da pagare . . . . . L. 305.919.724

Art. 32.

Il riassunto generale delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1954-55, rimane così stabilito:

Entrata	L.	319.272.728
Spesa	»	319.272.278
Differenza	L.	—

Art. 33.

I residui attivi dell'anno finanziario 1954-55 sono stabiliti nella somma di . . L. 310.109.459

Art. 34.

I residui passivi dell'anno finanziario 1954-55 sono stabiliti nella somma di . . L. 305.919.724

Art. 35.

La situazione finanziaria dell'Azienda autonoma delle terme di Sciacca alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 è la seguente:

Attività

Entrate dell'anno finanziario 1954-55 . L. 319.272.728

Passività

Spese dell'anno finanziario 1954-55 . L. 319.272.728

Art. 36.

E' accertato nella somma di L. 4.189.735 il deficit di cassa dell'Azienda autonoma delle terme di Sciacca alla chiusura dell'esercizio finanziario 1954-55, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1955 per somme da riscuotere . . . . L. 310.109.459

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1956 .	L.	305.919.724
Deficit di cassa	»	4.189.735
	L.	310.109.459

Disposizioni finali

Art. 37.

Sono ratificate le eccedenze risultanti al 30 giugno 1955 relativamente ai seguenti articoli:

Conto della competenza:

Art. n. 1 « Personale, stipendi e indennità »	L.	1.580.286
Art. n. 2 « Spese di ufficio, cancelleria, postali, telegrafiche e telefoniche »	»	305.044
Art. n. 3 « Spese di stampa e propaganda	»	174.706
Art. n. 6 « Materiali di consumo »	»	34.243
Art. n. 8 « Manutenzione di mobili, impianti, mobili, arredi e attrezzature varie »	»	939.804
Art. n. 9 « Spese per studi, per consulenze scientifiche, per ricerche chimiche, fisiche ed idrologiche - Spese per consulenze e pratiche legali »	»	1.660.127
Art. n. 11 « Commissione sul movimento generale di cassa »	»	67.230

Azienda Autonoma delle Terme di Acireale

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1954-55

Art. 38.

Le entrate dell'Azienda autonoma delle terme di Acireale, accertate nell'anno finanziario 1954-55, periodo 27 febbraio-30 giugno 1955, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	379.016.827
delle quali furono riscosse	»	378.107.857
e rimasero da riscuotere	L.	908.970

Art. 39.

Le spese dell'Azienda autonoma delle terme di Acireale, impegnate nell'anno finanziario 1954-55, periodo 27 febbraio-30 giugno 1955, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	379.016.827
delle quali furono pagate	»	5.216.469
e rimasero da pagare	L.	373.800.358

Art. 40.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1954-55, rimane così stabilito:

Entrata	L.	379.016.827
Spesa	»	379.016.827
Differenza		—

Art. 41.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 sono stabiliti nella somma di	L.	908.970

Art. 42.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 sono stabiliti nella somma di	L.	373.800.358

Art. 43.

La situazione finanziaria dell'Azienda autonoma delle terme di Acireale alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 è la seguente:

Attività

Entrate dell'anno finanziario 1954-55	L.	379.016.827

Passività

Spese dell'anno finanziario 1954-55	L.	379.016.827

Art. 44.

E' accertato nella somma di L. 372.891.388 il fondo di cassa dell'Azienda delle terme di Acireale alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1955 per somme da riscuotere	L.	908.970
Fondo di cassa al 30 giugno 1955	»	372.891.388
	L.	373.800.358

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1955	L.	373.800.358

Disposizioni finali

Art. 45.

Sono ratificate le eccedenze risultanti al 30 giugno 1955 relativamente ai seguenti articoli:

Conto della competenza:

Art. n. 1 « Personale, stipendi, assegni ed indennità »	L.	642.835
Art. n. 3 « Spese di stampa e propaganda »	»	4.830
Art. n. 7 « Manutenzione immobili, impianti, mobili arredi ed attrezzature varie »	»	518.347

Art. 46.

La presente legge sarà pubblicata nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione.

Palermo, addì 19 gennaio 1967

CONIGLIO

(4074)

ANTONIO SESSA, *direttore* — ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.